

J'ai lu dans les journaux que l'on soupçonnait les détenus d'utiliser du cyanure. Je tiens à attendre la fin de l'enquête pour voir si c'est le cas, si nous pouvons trouver des preuves sur la façon dont les détenus se le procurent et prendre d'autres mesures pour les en empêcher à l'avenir. Mais c'est à contre-cœur que je déciderai, en dernier ressort, d'obliger les détenus à rester en permanence derrière les barreaux de leur cellule...

Mme le Président: A l'ordre.

M. Kaplan: ... et de mettre un terme aux visites libres.

Mme le Président: A l'ordre.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

LE FONDS D'URGENCE DE CRÉATION D'EMPLOIS—LA DATE LIMITE POUR LA PRÉSENTATION DE PROJETS

M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Aujourd'hui, par un communiqué de presse, le ministre annonce qu'il y aura un groupe de programmes visant à la création directe d'emplois de 300 millions de dollars qui seront mis sur pied par le gouvernement canadien. J'aimerais lui poser une question en quatre volets. Quand l'annonce sera-t-elle faite pour les budgets de circonscriptions? Quel est effectivement le budget de la province de Québec? On parle d'un montant se rapportant à un fonds d'action en cas d'urgence de 41 millions de dollars, comment cet argent sera-t-il dépensé? Et, finalement, quelle sera la date limite pour présenter des projets dans le cadre du programme relatif aux projets de développement communautaire?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): A ce propos, madame le Président, je tiens à dire, pour la gouverne du chef du Nouveau parti démocratique qui a posé tout à l'heure une question, que le programme annoncé aujourd'hui devrait créer quelque 57,000 nouveaux emplois pour les travailleurs de notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: D'ici une semaine ou une dizaine de jours, nous allons faire savoir aux différents députés les sommes qui leur seront allouées pour leurs circonscriptions respectives. Dans leur cas, le montant minimum a été porté à \$200,000, soit une augmentation de 100 p. 100, et le montant maximal est maintenant de 3 millions de dollars.

[Français]

La province de Québec a reçu l'an dernier 50 millions de dollars. Cette année la province de Québec recevra 80 millions de dollars.

[Traduction]

Enfin, nous avons constitué un fonds spécial de 41 millions de dollars pour venir en aide aux régions où les mises à pied sont particulièrement nombreuses et où les chômeurs risquent d'épuiser leurs prestations d'assurance-chômage. Nous comptons sur l'aide des députés pour nous tenir au courant de ce qui

Questions orales

se passe à l'intérieur de leurs circonscriptions. Nous entendons collaborer avec eux à la mise en œuvre de programmes directs de création d'emplois dans les régions particulièrement touchées.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SALVADOR—LA LIVRAISON DE MATÉRIEL MILITAIRE PAR LES ÉTATS-UNIS

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne l'aide offerte à un pays d'Amérique centrale. Le Congrès américain a assorti l'aide au Salvador d'une condition spéciale, à savoir que le président des États-Unis certifie tous les six mois que le respect des droits de l'homme et les programmes de réforme enregistrent d'importants progrès dans ce pays. Hier, le président Reagan lui a donné cette assurance pour que le Salvador continue de bénéficier de l'aide américaine qui comprendra, entre autres choses, la livraison de matériel militaire d'une valeur de 81 millions de dollars. Le président des États-Unis a pris cette décision malgré la forte opposition des sénateurs américains et les accusations portées contre la police nationale du Salvador qui aurait torturé un responsable de la Croix verte au mois de mai. Je tiens à indiquer au passage que la Croix verte s'occupe des personnes déplacées au Salvador. Le secrétaire d'État pourrait-il informer la Chambre des mesures qu'il a prises pour protester contre la décision du président américain?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, il ne nous appartient pas de décider ce que les États-Unis devraient faire dans cette situation. Nous estimons qu'il a été décidé de poursuivre la réforme agraire, que nous approuvons, suite aux pressions exercées par un certain nombre de gouvernements étrangers et, évidemment, par les nombreuses personnes qui visent le même objectif au Salvador. Pour le moment, nous ne sommes pas en mesure d'offrir au Salvador une aide au développement autre que celle qui a déjà été lentement accordée dans le cadre d'ententes précédentes, mais nous tenons à encourager le gouvernement dans ses efforts de réforme agraire. Je puis assurer au député que nous sommes prêts à élever des protestations contre les violations des droits de la personne chaque fois qu'il y en aura.

LE HONDURAS—L'EXPORTATION D'AÉRONEFS PAR LE CANADA

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, pour ce qui concerne plus directement la situation du Canada, il a été annoncé que notre pays avait délivré un permis pour l'exportation au Honduras de trois appareils Buffalo DHC-5D. En ce moment même, il y a des mouvements de troupes à la frontière du Salvador et du Honduras. Des incursions ont été effectuées au Nicaragua à partir du Honduras, et des bases militaires du Honduras fournissent des soldats pour une attaque du Nicaragua. Compte tenu de ces faits, le secrétaire d'État est-il disposé à retenir le permis en question jusqu'à ce que la situation se soit stabilisée?